



Édito

Famine: le capitalisme en accusation

De nouveau la crise alimentaire s'abat sur l'Afrique. La partie Est du continent est la plus touchée au point que le Programme Alimentaire Mondial (PAM) pour la première fois depuis 20 ans, vient de décréter l'état de famine dans deux régions de la Somalie, le sud de Bakool et Lower Shabelle. Il n'y a pas de fatalité à cette situation et c'est bien du côté de la main invisible du libre marché qu'il faut voir les responsabilités.

Un dérèglement climatique qui produit des sécheresses dont les saisons sont plus longues et plus fréquentes et des saisons de pluie bien trop courtes rendant les périodes de soudure problématiques.

Des régions entières qui sont abandonnées par les pouvoirs locaux où tout manque : routes, écoles, centres de santé, puits ...

Des gouvernements qui préfèrent favoriser une agriculture d'exportation et n'hésitent pas à vendre les terres arables aux multinationales pour fournir les agrocarburants avec comme double effet, l'expulsion des paysans et le renchérissement des denrées alimentaires qui font l'objet de spéculations à la bourse de Chicago.

Quant aux dirigeants des pays riches, seule l'Afrique utile les intéresse : Celle du pétrole, du gaz et des minerais, et quand les dirigeants s'intéressent aux hommes, c'est pour financer et soutenir des guerres sans fin comme en Somalie au nom de la lutte contre le terrorisme.

Cette crise alimentaire était prévue depuis de longs mois, mais rien n'a été fait, des milliers de vie ont été perdues pour cette inaction coupable.

La crise du capitalisme plonge dans la misère des millions de travailleurs et dans la désolation et parfois la mort les populations d'Afrique.

C'est bien partout sur la planète qu'il faut se débarrasser de ce système.

Paul Martial

S O M M A I R E

• En bref

Zimbabwe, Sénégal, Guinée, Afrique du sud
 • **Politique, économie et société**
 Libye: Échec et matérialisme
 Botswana: une grève qui fera date
 Sénégal: Du « Sopi » au « Y'en a marre »
 Guinée: Règlements de compte politiciens
 • **Françafrique et néocolonialismes**
 Rencontres anticoloniales
 Biens mal acquis

• Dossier

Burkina Faso: lutttes sociales et politiques
 • **Histoires-mémoires**
 Geronimo Pratt: un black panther en Afrique
 • **Cultures**
 A lire : La crise de Côte d'Ivoire
 A voir : Festival de Douarnenez
 • **Agenda**
 Université d'été du NPA

ZIMBABWE : Mugabe craint de connaître le sort de Moubarak – La répression tue un militant



L'impact des révolutions arabes continue de résonner autour du monde. Au Zimbabwe, les parallèles entre le régime dictatorial de Mugabe et ceux de Ben Ali ou Moubarak sont frappants. C'est peut-être pour cela que le simple fait d'organiser une projection-débat autour des révolutions arabes a valu à nos camarades de l'International Socialist Organisation (ISO) une répression brutale en février dernier. 45 personnes furent arrêtées, et David Mpatsi était l'une des 17 personnes détenues en isolation. Le 14 juillet il a succombé à une infection du poumon. L'ISO a déclaré : « Nous n'hésitons pas à dire que le régime fasciste du Zimbabwe au service du FMI et des suceurs de sang capitalistes est responsable de sa mort : arrestations malveillantes, torture, manque de soins dans les prisons d'Etat et les hôpitaux. Il faut noter que c'est le même régime fasciste qui a récemment gelé 8 000 postes d'aides-soignants au Zimbabwe ».

Six militants de l'ISO font encore face à des poursuites judiciaires et sont menacés de peine allant jusqu'à dix ans d'emprisonnement.

Pour plus d'informations et pour contribuer à la solidarité politique et financière avec les militants de l'ISO, voir leur site Internet : <http://www.isozim.blogspot.com/>

SENEGAL: Le M23 prend date avec le pouvoir de Wade



La grande manifestation populaire au Sénégal du 23 juin 2011 contre le projet d'Abdoulaye Wade de changer la constitution et de proposer un ticket présidentiel qui lui aurait garanti une réélection a conduit au mouvement du 23 juin M23 regroupant partis politiques de l'opposition, société civile et manifestants de cette grande journée populaire.

Le M23 prend date avec les partisans de Wade qui comptent bien organiser une contre-manifestation le 23 juillet 2011 en se mobilisant le même jour. La manifestation du M23 est interdite par le ministre de l'Intérieur Ousmane Ngom mais les organisateurs n'ont pas l'intention de se laisser impressionner. Ils ont cependant décidé de délocaliser la manifestation de la place de l'Indépendance à la place de l'obélisque pour éviter tout débordement.

Wade compte se représenter à l'élection présidentielle alors

que la constitution le lui interdit après deux mandats. Ce qu'il a d'ailleurs lui-même reconnu par le passé. La jeunesse sénégalaise a aussi l'intention de réitérer l'alternance de 2000 qui a porté Wade au pouvoir mais cette fois pour le faire partir. Y'en a marre, Wade dégage!

GUINEE: Tentative de putsch ou manipulation politique



Tentative de putsch contre Alpha Condé ? Le chef d'Etat guinéen a appelé « au calme et à la vigilance », lors d'un discours diffusé ce mardi à la radio télévision publique (RTG), quelques heures après l'attaque à l'arme lourde menée par des militaires contre sa résidence privée dans le quartier de Kipé à Conakry. Elle aurait été touchée par une roquette. Un soldat de la garde nationale a été tué et trois autres blessés. « Ma maison a été attaquée cette nuit, mais je dois féliciter la garde présidentielle qui s'est battue héroïquement de 3h10 (locales et GMT) jusqu'à 5h du matin avant d'avoir du renfort », a déclaré Alpha Condé. « Je ne veux pas de réaction populaire, ni de réaction contre qui que ce soit, laissez l'armée et les forces de l'ordre faire leur travail », a-t-il affirmé

AFRIQUE DU SUD: vive la grève!



Après celui de la métallurgie, c'est au tour du secteur minier (diamant, charbon et bientôt or) d'être touché par une série de grèves ayant pour origine la question des salaires. Le Syndicat National des Mineurs maintient la

pression, provoquant ainsi l'inquiétude des financiers de voir les investisseurs s'enfuir, effrayés par ce mouvement social dans un secteur emblématique de l'économie sud africaine. Alors que depuis une semaine la grève se poursuit dans le secteur pétrolier, le carburant se fait rare dans les stations service, occasionnant des difficultés de transport à Johannesburg.

Libye – Échec et mat...érialisme

L'intervention militaire de la France, et d'autres puissances, en Libye pourrait produire d'autres résultats que ceux initialement escomptés. Aux dernières nouvelles, il n'était ainsi plus vraiment assuré qu'elle finisse par conduire à la chute du régime de Muammar al-Kadhafi et à la destruction de ce dernier. A titre de symptôme, le magazine souverainiste (donc, nationaliste français) « Marianne » se demandait-il, le 21 juillet 2011, dans sa newsletter : « *Kadhafi a-t-il gagné la bataille de Libye ?* » La veille, le ministre français de la Défense, Gérard Longuet, avait-il estimé devant des journalistes que « *les rebelles (libyens) ne peuvent pas aller jusqu'à Tripoli* », n'ayant selon lui pas les forces nécessaires pour envisager une prise de pouvoir dans la capitale libyenne. Jusqu'ici, selon les planifications politico-militaires, ils étaient censés renverser le régime en place.

de Sarkozy (au début plus sceptique que son maître quant à cette intervention), avait assuré qu'elle allait durer « *des jours ou des semaines, mais certainement pas des mois* ». Nous voilà à quatre mois, déjà, de durée des opérations.

Les décideurs avaient éventuellement sous-estimé la base sociale qui reste, dans certaines parties du pays ou certains groupes de population, fidèle au régime de Kadhafi. Surtout, au lieu de se rétrécir - alors que des manifestations contre la dictature s'étaient déroulées jusque dans des quartiers de la capitale Tripoli, en février -, elle s'est ressoudée autour de lui. Alors que l'opposition civile, une fois que le conflit politique s'était transformé en guerre civile puis celle-ci en guerre conduite de l'extérieur, s'est retirée de la scène publique. Les bombardements ne la renforcent pas, ils l'affaiblissent plutôt.



Pour la fête nationale française, le président Sarkozy aurait aimé parler d'autre chose que de la mort de soldats français en Afghanistan, intervenue quelques jours avant ce 14-Juillet. A tout prix, selon ce qu'il faisait comprendre à son entourage, il aurait voulu qu'on célèbre en ce jour-là un triomphe militaire français en Libye : la reddition ou la mort (sous les bombes) du vieux colonel Kadhafi. Celui-ci, au pouvoir depuis le 1^{er} septembre 1969, est cependant suffisamment expérimenté pour déjouer un certain nombre de plans bâtis sur la Comète.

L'intervention militaire essentiellement franco-britannique, déclenchée le 19 mars dernier, ne marche vraiment pas comme elle aurait dû se dérouler... selon ceux qui avaient décidé de la lancer. A l'époque, Alain Juppé, ministre des Affaires étrangères



A l'heure des déceptions qui deviennent visibles, certains des décideurs politiques semblent même modifier leurs plans, en vue d'un éventuel arrangement avec la dictature. Ainsi, le 10 juillet, le ministre de guerre sarkozyste, Longuet, avait-il précisé qu'il se contenterait - comme but politique de l'intervention - que Kadhafi soit « *dans une autre pièce de son palais avec un autre titre* ». Il est probable que des négociations, portant éventuellement sur un partage du pouvoir entre une partie du régime et certains dirigeants rebelles actuels ?, soient déjà dans un stade avancé.

En attendant, la signature d'accords entre les rebelles et les puissances occidentales, portant non seulement sur le pétrole mais aussi sur le renvoi en Libye de migrants africains « indésirables » (accord entre le gouvernement italien de droite-extrême droite et le « Conseil national de transition » libyen du 16 juin), est un mauvais signe politique pour l'avenir.

Bertold du Ryon



Afriques en lutte c'est aussi un site mis à jour quotidiennement sur l'actualité sociale et politique du continent.
N'hésitez pas à le visiter régulièrement sur:
www.afriquesenlutte.org

Botswana : Une grève qui fera date

La grève du secteur public du Botswana est certainement l'une des plus grande grève qu'ait connu le pays. Depuis trois ans les 100 000 fonctionnaires sont confronté à un gel des salaires, pendant que l'inflation avoisinait les 14%.

La fédération des syndicats du secteur public du Botswana, la BOFEPUSO revendiquait une augmentation de 16%, prenant en compte l'inflation et intégrant 2% au titre de l'augmentation du pouvoir d'achat.



En réponse le gouvernement du Botswana Democratic Party et le Président de la république Ian Khama se sont transformés en véritable machine de guerre contre les grévistes et leur organisation syndicale.

En effet, les dirigeants du pays n'ont pas seulement refusé toutes négociations, mais de plus ils ont développé une politique agressive contre les salariés ; les manifestations, les rassemblements et les sit-in qui se sont déroulés à Gaborone, la capitale, ont été attaqués avec violence par les forces de l'ordre, les média publics bâillonnés alors que la télévision d'état déversait, pendant les deux mois de conflit, mensonges et calomnies contre les grévistes, les traitant d'anti-patriotes et d'égoïstes. Accusant même les dirigeants syndicaux de se faire manipuler par l'opposition et de politiser le conflit.

Le président de la république lui-même, lors d'un meeting dans une commune rurale, a tenté d'opposer les travailleurs aux paysans, dans un pays qui est resté très largement agricole. Il a accusé les travailleurs de vouloir s'attribuer l'essentiel des richesses de la nation.

Ces manœuvres ont échoué en raison même de la situation sociologique du pays. En effet, comme pour la plupart des pays africains, la classe ouvrière est relativement récente et est issue de la paysannerie avec laquelle elle maintient des liens

extrêmement forts. La plupart du temps, les travailleurs aident leur familles restées à la campagne pour l'achat du bétail, l'entretien de la ferme ; certains d'entre eux se portent garant pour des prêts bancaires et participent aux frais de scolarité des enfants ... Ainsi l'augmentation des salaires des travailleurs ne pouvait que se répercuter positivement sur la situation sociale dans les campagnes.

Ces attaques du gouvernement ne se sont pas arrêtées aux intimidations et aux calomnies, des leaders syndicaux ont été emprisonnés tandis que 3000 fonctionnaires en grève ont été licenciés pour avoir refusé d'obtempérer à des décrets gouvernementaux les obligeant à reprendre le travail.

Dans sa besogne le gouvernement de Gaborone a eu un allié de taille lorsque le FMI déclara, le 6 juin en pleine négociation entre les syndicats et la Direction de la gestion des services publics (DPSM), que les salaires des fonctionnaires étaient trop élevés.

Les résultats de la grève n'ont pas été à la hauteur des espérances : une augmentation de 3% pour tous alors que les syndicats préféraient une augmentation différenciée afin d'améliorer les salaires les plus bas. Le gouvernement concède la réembauche des fonctionnaires licenciés, mais pas forcément dans leur même poste et au même endroit.

Cette grève a largement mis à nu la réalité du pouvoir au Botswana considéré, dans les instances internationales, comme un modèle de démocratie qui a visiblement bien du mal à s'appliquer lorsque les travailleurs sont en lutte. Ce pouvoir a montré à l'ensemble de la population qu'il était prêt à tout pour défendre les possédants et l'ordre capitaliste.

La décision de suspendre la grève, qui est toujours un moment délicat, n'a pas été l'objet d'une consultation réellement démocratique des fonctionnaires en grève. D'autre part, les directions syndicales n'ont pas favorisé l'implication et la prise en main de la lutte par les grévistes eux-mêmes.

Certains observateurs font remarquer que la grève générale se posait avec acuité dans le pays et que le monde syndical, mais aussi politique, aurait dû tout faire pour élargir la lutte à d'autres secteurs. Il est indéniable que le renforcement des organisations syndicales, la sympathie profonde de la population à l'endroit des fonctionnaires en lutte et l'émergence d'une nouvelle couche militante qui ont fait leurs premières armes dans l'un des conflits les plus durs qu'a connu le pays, sont des éléments d'une grande valeur pour les luttes et les résistances à venir

Paul martial



Elections ou mascarades ? Vigilance !

Rejoignez le **collectif de solidarité avec les luttes sociales et politiques en Afrique** autour des enjeux liés aux élections à venir dans les pays d'Afrique en 2009 ; 2010 ; 2011 et 2012.

www.electionsafrique.org

Sénégal : Du « Sopi » de 2000 au « Y'en a marre » de 2011

Le mouvement « Sopi » (changement en Ouolof) qui porta au pouvoir Abdoulaye Wade (3^{ème} Président de la République du Sénégal) était soutenu en grande partie par la jeunesse sénégalaise. En effet, après 40 ans de pouvoir socialiste, la jeunesse sénégalaise, qualifiée de « malsaine » par l'ex-président Abdou Diouf, en avait assez de subir la toute puissance du Parti Socialiste sénégalais fondé en 1960 par Léopold Sédar Senghor, père de l'Indépendance du Sénégal. Son successeur Abdou Diouf, qui avait pourtant ouvert le pays au multipartisme intégral n'en était pas moins très loin des réalités du pays. Enfermé dans sa tour présidentielle, il n'écoutait plus que ses conseillers politiques pour qui tout allait pour le mieux dans le meilleur des mondes. La surprise fut donc totale en mars 2000 lorsqu'il se retrouva au second tour des élections présidentielles face à Abdoulaye Wade le libéral, soutenu par une coalition hétéroclite de partis politiques pour la plupart se réclamant de la Gauche. Mais cela n'a été possible que grâce à la mobilisation historique de la jeunesse sénégalaise à travers le mouvement « Sopi » (slogan du Parti Démocratique Sénégalais-PDS, le parti d'Abdoulaye Wade).



Dix ans plus tard, « le vieux » (comme l'appelle affectueusement les Sénégalais) est devenu à son tour, après deux mandats présidentiels, l'homme à abattre pour cette même jeunesse. Les élections de 2007 qui ont reconduit Abdoulaye Wade (85 ans aujourd'hui) au pouvoir sont contestées par l'opposition sénégalaise (composée en partie de ses anciens alliés de 2000). En boycottant les élections législatives qui ont suivi, l'opposition sénégalaise a ouvert un boulevard à Abdoulaye Wade qui obtint la majorité des sièges de la place Soweto (Assemblée nationale sénégalaise) et en profita pour changer la constitution selon ses désirs. Deux de ses ex-premiers ministres, devenu parias du PDS, quittèrent à leur tour le bateau libéral pour rejoindre l'opposition pour l'un (Macky Sall et son parti Alliance Pour la République-APR) ou pour créer un parti se réclamant toujours du PDS pour l'autre (Idrissa Seck et son Rewmi- le peuple), tandis que Abdoulaye Gadio, l'ancien ministre des affaires étrangères de Wade (de 2000 à 2009) rejoignait à son tour l'opposition. Toutes ces défections ont semblé liées au super pouvoir que le Président a accordé à son fils Karim Wade, qui avec son mouvement « La Génération du Concret » se taille la part du lion en se positionnant en héritier de son père. Karim Wade est l'actuel ministre d'Etat, ministre de la Coopération internationale, des Transports aériens, des Infrastructures et de l'Energie. Cette tentative de dévolution monarchique est d'ailleurs au cœur de la contestation du 23 juin 2011 portée par l'opposition, la société civile mais aussi par le groupe de rap sénégalais *Keur Gui* (la

maison en Ouolof) de Kaolack (une ville du sud-est du Sénégal) et par d'autres rappers comme Malal Almamy Tall dit « fou malade ».

Le mouvement « Y'en a marre » du groupe de Rap Keur Gui, lancé le 19 mars 2011 (date anniversaire de l'alternance au Sénégal en 2000) voulait s'approprier cette date historique portée en partie par la jeunesse sénégalaise et ne pas laisser le pouvoir d'Abdoulaye Wade la revendiquer à son seul compte. Le mouvement prône des valeurs qui tournent autour « de l'engagement individuel dans une communauté civique, de la moralisation du politique, de l'acte de citoyenneté, exercé dans les canaux traditionnels de l'institution », résume Séverine Awenengo Dalberto, historienne au Centre d'études des mondes africains et spécialiste du Sénégal. Le combat de front que menait ce mouvement le 23 juin 2011 lors de la tentative du président Wade de changer la constitution pour se garantir le pouvoir est le fer de lance de la force de « Y'en a marre » dont certains membres ont été interpellés violemment par la police tandis que le mouvement M23 qui est né à la suite de cette journée de mobilisation peut effectivement conduire à une nouvelle alternance en 2012.

Y'EN A MARRE

ALORS

INCRIS-TOI SUR LES LISTES ÉLECTORALES

RV dans une commission administrative d'inscription sur les listes électorales de ton lieu de résidence ou de ton lieu de vote avant le 31 juillet 2011

« *Ma carte, mon arme* » est d'ailleurs un des slogans de la campagne *Daas Fananal* (se préparer en conséquence) lancée par le mouvement « Y'en a marre ». Le recul du Président Abdoulaye Wade (qui a renoncé à son projet de changement constitutionnel et au ticket Président-Vice Président) a

montré que la mobilisation populaire reste la plus grande arme contre le pouvoir politique. D'ailleurs le PDS en a conscience et tente aujourd'hui de contrer le M23 en organisant une grande action de ses partisans le 23 juillet. L'opposition sénégalaise, regroupée autour de « Benno Siggil Sénégal - BSS » (Ensemble pour relever le Sénégal) tente à son tour de s'approprier la contestation populaire mais débordée de toute part par des mouvements citoyens (Imams, rappers), n'arrivant pas à trouver une candidature unitaire, elle ne représente pas vraiment l'alternative qu'attendent les jeunes sénégalais. Beaucoup d'hommes politiques sénégalais sont en réalité en fin de parcours politique. Ces hommes, dont la plupart n'ont de carrière que la politique sont loin des difficultés du peuple. L'alternance, la vraie, doit être politique. Une nouvelle génération d'hommes et de femmes politiques doit se manifester afin de poser sur table les vrais problèmes de la jeunesse sénégalaise qui représente plus de la moitié de la population. Et les rappers du mouvement « Y'en a marre » ainsi que beaucoup d'autres jeunes issus de ces mouvements populaires ont leurs mots à dire. Doivent-ils sauter le pas et créer des mouvements citoyens et/ou politiques ? Pourquoi pas si c'est l'unique moyen de ne pas perdre du crédit et d'éviter de se faire rouler encore une fois dans la farine par les *politiciens* de tout bord ?

Moulzo

Guinée-Conakry: Règlements de compte politiques sur fond de crise sociale aigüe

Le 18 juillet dernier, au petit matin, la résidence d'Alpha Condé à Conakry est, selon la version officielle, attaquée par un groupe puissamment armé... Sa chambre à coucher particulièrement où il n'était pas ! Le président dénoncera derechef dans une interview (dans une radio étrangère) une tentative d'assassinat sur sa personne. Depuis, des questions se posent : Qui a ou ont intérêt à assassiner Alpha Condé dans le contexte actuel ? Renouerait-on au contraire avec les manipulations de complots ou d'attentats contre eux dont les autocrates qui se sont succédé à la tête de ce pays ont usé et abusé pour renforcer leur pouvoir et, éventuellement, réprimer leurs adversaires ? Les spéculations vont bon train aussi bien dans les médias que parmi la classe politique... En tout cas, en moins d'une semaine, une quarantaine de militaires ont été arrêtés, dont la plupart sont des proches de l'ancien président de la transition qui a préparé les présidentielles, le général Sekouba Konaté.

Un avènement démocratique fragile



Toujours est-il que, sept mois après son investiture, le « premier président élu démocratiquement en Guinée » (toujours resté dans l'opposition sans jamais céder aux sirènes du pouvoir) voit s'effriter son capital « sympathie » de départ. L'« opposant historique » devenu

président a promis « une ère nouvelle » et a annoncé son intention de devenir « le Mandela de la Guinée » en unifiant et développant son pays. Il a hérité d'un pays profondément divisé avec une armée qui continue de représenter un danger pour les libertés publiques, un pays gangrené par la corruption et le trafic de drogue au plus haut niveau de l'Etat. En dehors de la nécessaire et urgente relance de l'économie guinéenne, il était appelé à gérer à l'interne de profondes tensions politiques et sociales.

Les premières annonces d'Alpha Condé ne pouvaient pas inquiéter l'impérialisme et ne remettaient nullement en cause le rôle de la Guinée comme simple fournisseur de matières premières aux trusts multinationaux. Pour réformer l'armée, il comptait sur l'aide des Etats-Unis et de la France et pour les contrats d'exploitation minière, il était d'une grande prudence (« *Il y a des contrats scandaleux et certains sont en effet peut-être à revoir* ») et s'en remettait au représentant du capitalisme international pour gérer les mines (« *Il ne s'agit pas que de renégocier Il faut établir une véritable politique en ce domaine et la Banque mondiale peut nous y aider* »).

Alpha Condé et son administration ont réussi à lever les barrages routiers, à supprimer l'impôt de capitation, à réaliser l'unicité des caisses de l'Etat afin de mieux contrôler et comprimer les dépenses et à interdire à la Banque centrale de faire des avances au Trésor public sans contrepartie de recettes... Autrement, ils ont annoncé leur détermination à lutter contre la corruption et les détournements de fonds, à maîtriser l'inflation, à appliquer la gratuité des soins infantiles et maternels, à réviser le code minier, à organiser des Etats généraux de la Justice, à réformer les

forces de défense et de sécurité, à procéder aux réformes institutionnelles et à la modernisation de l'administration publique etc. Des chantiers ont été initiés pour réaliser ces objectifs annoncés.

Le gouvernement mis en place par Condé s'est fixé comme objectif d'atteindre en 2011 un taux de croissance du PIB de 4% en termes réels (contre 1,9% en 2010), de ramener le taux d'inflation à 15,7% en glissement annuel (contre 20,9% en 2010), et de porter les réserves brutes de change de la Banque centrale à plus de 2,5 mois d'importation de biens et services (contre 1,9 mois en 2010). Le budget 2011 ayant prévu une baisse de 6,8% alors que le pays a besoin d'investir lourdement, notamment dans les infrastructures, pour relancer l'économie et assurer le développement humain, les dépenses ont été passées au crible.

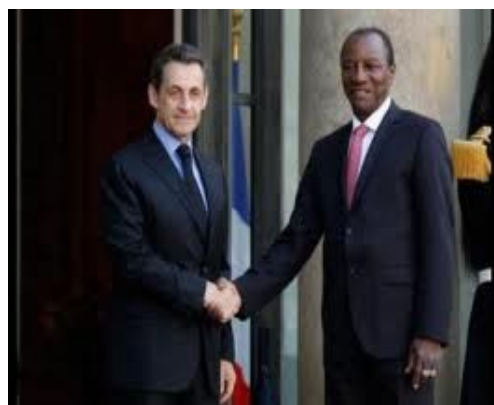
Une situation sociale désastreuse



manifestation à Conakry

Pour le moment, on n'en sait pas plus sur l'évolution de cette situation financière de transition très tendue. La situation sociale, elle, reste désastreuse malgré quelques replâtrages entrepris. La plupart des quartiers populaires restent mal fournis (ou pas fournis) en électricité et eau courante, le système sanitaire et l'éducation délabrés et le chômage est endémique. L'inflation qui continue de galoper a des répercussions directes sur le coût des denrées de première nécessité et la population continue de déplorer la cherté de la vie. Les carences de l'Etat sont, en tout cas, telles que la misère sociale et économique pousse toujours les gens à se réfugier dans leur communauté d'origine. Les partis politiques, dans leur grande majorité, reflètent les différentes communautés qui composent la Guinée et le personnel politique n'est pas irréprochable en matière de discours ethniciste.

Alors que les changements espérés par la population et promis par Alpha Condé tardent à se concrétiser, la perspective approchante des législatives de cette fin de l'année pour « finir la transition », fait ressortir les contradictions et faiblesses du pouvoir d'Alpha Condé et excite les enjeux de pouvoir sur plusieurs sujets :



Dès le premier trimestre passé, la bataille pour obtenir la concession du port de Conakry faisait rage. Alpha Condé a attribué par décret le 10 mars cette concession au groupe Bolloré, en arguant d'une « défaillance » de Getma (filiale française de

NCT Necotrans) qui avait obtenu ce marché en 2008 après appel

d'offres, pour une durée de 25 ans. Bolloré a récupéré cette concession de 2008, mais avec un périmètre plus large incluant la partie commerciale. Après plainte de NCT contre l'Etat guinéen suite à la résiliation de sa concession, la réquisition de son matériel et de ses salariés et l'envoi des forces armées pour l'exécution du décret de réquisition, retournement de situation fin juin : le gouvernement a décrété la levée de la réquisition des actifs de Getma qui gagnerait à terme la gestion du terminal commercial (pour des biens de grande consommation comme le riz, la farine, le sucre, le ciment etc.), la concession du terminal à conteneurs restant à Bolloré... Un vrai partage de gâteau !

Depuis juin, les réseaux de société civile montent au créneau pour dénoncer les « dérives autoritaires » du nouveau régime : le Conseil national des organisations de la société civile guinéenne (CNOSCG) pointe des violations de droits de l'Homme et de droits civils et politiques et des répressions violentes (avec morts d'hommes) de manifestations pacifiques, des atteintes aux libertés individuelles et publiques (intimidations policières contre des responsables de la presse privée, condamnations pour faits de grève, suspension de publications proches de l'opposition ainsi que de journalistes incontrôlables de la radio d'Etat etc.). Il dénonce aussi des violations de la constitution dans la gestion d'institutions (dissolution de conseils locaux, mainmise gouvernementale sur la Commission électorale nationale indépendante en vue des législatives) mais aussi des propos ouvertement discriminatoires et stigmatisant envers une communauté tenus par le Médiateur de la république et portant gravement atteinte à l'unité nationale et à la préservation de la paix dans le pays.



Cellou Dalein Diallo et Alpha Condé, candidats au 2ème tour

En fait, la victoire en décembre dernier de Condé aux présidentielles était d'emblée fragile : en effet, au vu des résultats électoraux du premier tour où il ne comptait que 18,25% de vote face à son rival, l'ultralibéral Cellou Dalein Diallo (ancien premier ministre de l'autocrate Lansana Conté), qui en comptait plus du double 43,69%, sa victoire au second tour était une surprise. En fait, avec un total de plus de 52% des voix, ce retournement de situation était clairement dû à la constitution du large front électoral dénommé Arc en ciel où se trouvaient des candidats du premier tour, anciens ministres de Lansana Conté et des partisans du capitaine putschiste Dadis Camara impliqué dans le massacre de manifestants au stade de Conakry (le 28 septembre 2009). Les règlements de compte politiques de ces dernières semaines sont en grande partie inhérents à des insatisfactions et impatiences de ses alliés électoraux du deuxième tour des présidentielles. Des renversements d'alliances entre fractions du pouvoir et fractions de l'opposition politique se sont visiblement faits.

Quelle alternative de progrès ?

Il y a fort à penser maintenant que les chancelleries occidentales, la France comme les Etats-Unis, ont laissé passer Condé en décembre car ce qui compte pour elles c'est la stabilité du pays et de la région. Au stade actuel, une redéfinition de la donne politique au seuil des législatives n'est pas pour déplaire à l'impérialisme et Condé (dont le parti, le RPG ou Rassemblement du peuple de Guinée est adhérent de l'Internationale socialiste), isolé désormais de ses alliés contre-nature, est dans les conditions de s'y plier.

L'enjeu pour les progressistes en Guinée est autrement et ailleurs. La structuration et la puissance du mouvement syndical guinéen – particulièrement puissant – sont un point d'appui essentiel dans la recherche d'une alternative sur le terrain



Rabiatou Serah Diallo du CNTG

politique, autour de la construction d'une organisation qui se situe dans la lutte contre le capitalisme pour répondre aux besoins essentiels des Guinéens. Les élections présidentielles ont provoqué un attentisme dans le mouvement social, y compris pour les organisations syndicales : il peut maintenant exiger la fin de l'impunité des responsables des nombreuses répressions, la pleine transparence sur tous les contrats miniers et imposer que les bénéfices de l'exploitation des mines financent la satisfaction des besoins sociaux des populations. Rien ne lui sera octroyé, bien sûr !

Pierre Sidy



Rencontres anticoloniales



A l'initiative de Sortir du Colonialisme se sont tenues les 2 et 3 juillet au Centre Culturel Kurde les premières Rencontres Anticoloniales, sorte d'Université d'Eté autour de la thématique Colonialisme, continuité et rupture.

Réfléchir au sens et perspectives de l'engagement mené depuis 6 ans par la Semaine Anticoloniale, envisager des réponses collectives aux interventions militaires françaises, islamophobie, xénophobie d'Etat, discriminations, apartheid social, autant de débats sur lesquels identifier nos différences pour définir nos convergences.

Ces journées interrogent le mouvement sur le nouvel ordre colonial, non pour figer une ligne de l'anticolonialisme, mais pour construire des liens avec l'antiracisme et l'altermondialisme.

Les débats ont tourné autour de la décolonisation des imaginaires, de la dimension culturelle et linguistique du phénomène et des nouvelles formes à combattre, comme la recolonisation des terres. Les Révolutions du monde arabe ont évidemment été au coeur des échanges, avec la dénonciation des mécanismes coloniaux et de la dette.

Les interventions d'Alain Ruscio, lauréat 2011 du prix du livre anticolonial pour «Y'a bon les colonies?» et de Niels Anderson, membre du Conseil scientifique d'ATTAC ont été brillantes, enthousiasmantes et intelligentes.

Plusieurs idées ont émergé à l'issue de ce week end fructueux: élaboration d'une Charte de l'Anticolonialisme, travail en commun avec le collectif D'ailleurs Nous Sommes d'Ici (projet de manifestation le 10 mars), célébration du cinquantenaire de l'Indépendance de l'Algérie, en lien avec le Collectif du 17 Octobre, évocation brûlante de la question des disparus et assassinés autour de la figure emblématique de Maurice Audin, en écho avec les disparitions dans toutes les dictatures.

La journée du 8 mars sera l'occasion de lier féminisme et anticolonialisme.

Période forcément électorale oblige, l'interpellation des candidats à la présidentielle sur les thèmes anticoloniaux par un questionnaire à remplir et à éventuellement défendre lors d'un meeting est à l'étude, avec des points tels que

l'autodétermination des peuples, le démantèlement des bases militaires françaises, la sortie de l'OTAN, les accords de coopération, la reconnaissance et dénonciation de crimes de guerre et crimes d'Etat, la rupture des accords d'association UE-Israel tant que les résolutions de l'ONU seront bafouées, etc.

Saut qualitatif et quantitatif, la Quinzaine Anticoloniale 2012 sera riche en événements culturels (concerts, festivals dans les quartiers, projections de films) et militants.

Soyons nombreux/ses à y participer pour en faire un succès nécessaire.

Gisèle Felhendler



www.anticolonial.net

Lisez Afriques 21, revue des alternatives africaines

www.afriques21.org

Biens mal acquis: Cachez ces biens mal acquis que je ne saurais voir !

Il serait vraiment injuste de reprocher au gouvernement français le manque d'ardeur et de volonté pour étouffer les plaintes pour « recel de détournement de fond public », appelées plus communément les Biens Mal Acquis, de trois présidents africains Sassou Nguesso pour le Congo Brazzaville, Ali Bongo pour le Gabon et Teodoro Obiang pour la Guinée Equatoriale.



La première plainte a été déposée en 2007. Huit mois plus tard, le Parquet qui dans le système judiciaire français représente le ministère de la justice, classe la plainte sans suite.

Quelques mois plus tard, en 2008, l'association Transparency International France remet le couvercle et, coup de théâtre, la doyenne des juges d'instruction du pôle financier accepte d'instruire le dossier. Le Parquet fait de nouveau appel. En vain, la Cour de cassation donne son feu vert, l'enquête peut commencer. Deux juges sont donc désignés et demandent un réquisitoire supplétif afin d'étendre leurs investigations avant la plainte de 2008. Fait exceptionnel cela sera refusé par le vice procureur de la République à Paris qui dépend hiérarchiquement du ministère de la justice.



Pourtant, les services de douane, Tracfin chargé de la lutte contre le blanchiment de l'argent et l'Office centrale pour la répression de la grande délinquance financière (OCRGDF), ont tous remis des rapports détaillés particulièrement accablants. La Bentley d'Ali Bongo à 200 000 euros dans un pays où l'espérance de vie arrive tout juste à 52 ans. L'épouse de Nguesso qui s'offre une Mercedes type E. Son neveu qui porte son dévolu sur une Porsche à 137 000 euros et soupape sur le moteur ! Le fils Obiang, lui, a un parc automobile dont la valeur est estimée à plus de 18 millions d'euros ce qui représente le tiers des dépenses annuelles de santé de son pays !

Mais à côté des quatre roues, on pourrait évoquer les comptes bancaires...Une centaine pour les Nguesso, les sociétés, les villas, les hôtels particuliers à Paris, plus d'une trentaine pour Bongo, les

objets d'arts ...

Contrairement à la sérénité affichée, ces présidents africains sont inquiets du risque de la condamnation qui pourrait aboutir à la saisie de leurs biens et qui empêcherait leurs proches de venir en France, sans parler des répercussions à l'intérieur de leur propre pays, au moment où les révolutions arabes ont mis en exergue l'importance des sommes détournées par les clans de Moubarak et de Ben Ali.

Obiang a porté plainte contre le Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement (CCFD) pour son rapport « Biens mal acquis, à qui profite le crime ? », et récemment Bongo vient d'ester en justice contre un élu européen d'Europe Ecologie Les Verts (EELV). Mais ces contre feux juridiques de plainte pour diffamation apparaissent bien dérisoires et risquent de se retourner contre leur auteur, d'autant que le CCFD et l'élu d'EELV restent ferme et entendent bien faire de ces procès ceux de la corruption et du pillage des pays africains.



A coups de claquements de talonnette, Sarkozy nous avait promis de moraliser le capitalisme, de lutter contre les paradis fiscaux, d'instaurer une nouvelle gouvernance... il avait seulement oublié de nous dire que cela ne concernait ni la France ni ses amis africains...

Paul Martial

ABONNEZ-VOUS !

à Tout est à nous !

Le nombre d'abonné-e-s est décisif pour un journal militant comme le notre qui vit sans pub, sans subvention. TEAN , le journal et la revue du NPA

Burkina Faso, luttes sociales et politiques

Vendredi 1er juillet, un meeting « Justice pour Thomas Sankara » a réuni de nombreuses personnes dont le GTA du NPA dans une salle du 2e arrondissement de Paris.

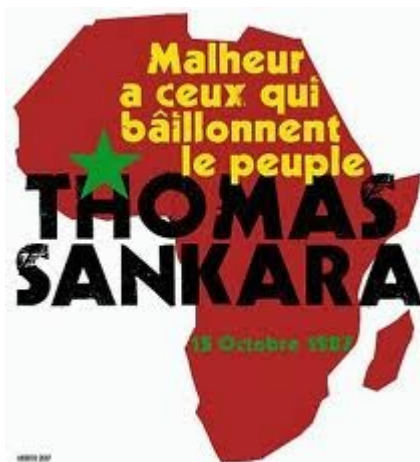


C'était l'occasion de faire le point sur le dossier, toujours ouvert, de l'assassinat du président révolutionnaire du Burkina Faso, le 15 octobre 1987, par son successeur (Blaise Compaoré) et avec le soutien de la « Françafrique ». Les autorités judiciaires, que ce soit en France ou au Burkina, n'ont toujours pas commencé à faire le lumière sur les commanditaires et exécutants de ce crime politique. Cependant, un élément nouveau important a vu le jour : 21 députés de l'Assemblée nationale française demandent, maintenant, de « faire le point sur le rôle des services de renseignement français, sur la mise en cause de la responsabilité de l'Etat et de ses services ».

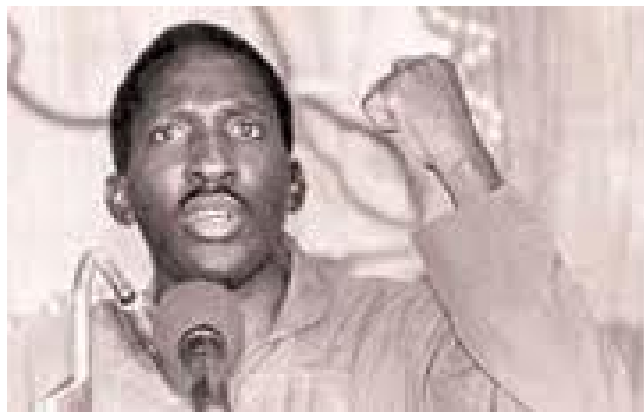
Leur démarche a été présentée à l'opinion publique lors d'une conférence de presse, tenue le 28 juin 11 à l'Assemblée nationale. Mais ce meeting important a aussi été le moment de faire le point sur les nombreuses luttes sociales et démocratiques qui se sont déroulées, au Burkina Faso, depuis le mois de février dernier. Le 22 février, une vive contestation des étudiants et lycéens a éclaté à Koudougou, ville située dans l'Ouest du pays. C'est la mort d'un lycéen, Justin Zongo, imputée aux forces de police, qui avait mis le feu aux poudres. La police avait beau prétendre que le jeune serait « mort des suites d'une méningite », la jeunesse n'y croyait point. Des collègues lycéens ont d'ailleurs raconté que l'élève - qui avait la mauvaise chance d'avoir engagé une dispute avec une lycéenne sortant avec un policier - était plusieurs fois revenu du commissariat en portant des traces de coups. Une partie des protestataires scandait d'ailleurs, à en croire la presse locale, des slogans faisant référence aux révolutions en Afrique du Nord : « **La Tunisie à Koudougou !** » ou encore « **Koudougou aura son Egypte !** ».

Suite au déclenchement de la révolte, bon nombre de bâtiments publics furent incendiés. Six personnes ont trouvé à mort à Koudougou : quatre élèves, un policier et un commerçant n'ayant pas pris part aux affrontements. Dans les jours suivants, la révolte s'étendait aussi à d'autres villes : Gaoua, Fada N'Gourma, Tenkodogo, Pô, Léo... Début mars 11, à Ouahigouya, ce sont à la fois le commissariat, le siège du gouverneur de la province, celui du gouvernement régional, le bâtiment du palais présidentiel CDP (« Congrès pour la démocratie et le progrès ») et une partie du tribunal qui furent incendiés. Dans la première moitié du mois de

mars 11, le mouvement étudiant montra sa force de mobilisation dans la capitale Ouagadougou. Des milliers de personnes manifestèrent, suite à des appels du syndicat des étudiants, notamment. Au même moment, l'expérience d'un appel à une manifestation lancée sur Facebook montra les limites de ce procédé - et tordit le cou à la légende, qui voudrait que désormais « les révolutions se font sur Internet ». Seulement dix personnes, dont deux députés, s'étaient déplacées. Ce ne sont pas les appels « Facebook », mais bien les mobilisations au sein des lycées et facultés qui assurèrent le succès des mobilisations. A partir du mois d'avril 11, une série de grèves eut lieu : à la société de téléphone ONATEL, dans la mine d'or de Kalsaka, ou encore chez les enseignants-e-s. Ces luttes étaient souvent conduites par la CGT-B.



A la mi-avril 2011, c'était par contre la Garde présidentielle - un corps d'élite de l'armée - qui entra en mutinerie, pour des motifs financiers. Le régime arriva, cependant, à s'arranger avec les soldats d'élite et leurs demandes pécuniaires. Le 03 juin, c'était la même Garde présidentielle qui écrasa une autre mutinerie de soldats, qui avait éclaté dans une caserne à Bobo Dioulasso.



Ce n'est certainement pas à partir des garnisons militaires que viendra la solution aux problèmes sociaux et politiques du Burkina Faso. Cependant, les mutineries à répétition au sein de l'armée constituent un signe de plus de l'affaiblissement et de l'« usure » du pouvoir de Blaise Compaoré. Bertold du Ryon



THOMAS SANKARA WEBSITE
 NOTRE PAYS A BESOIN D'HOMMES LIBRES
 POUR METTRE EN PLACE UN MONDE
 DE PAIX ET D'AMOUR T S



BURKINA FASO - PAYS DES HOMMES INTEGRÉS

1949-1987

<http://www.thomassankara.net/>

Interview d' Issa SORY, président de l'Association des étudiants burkinabè en France (AEBF), et secrétaire aux relations extérieures de l'Union générale des étudiants burkinabè (UNEB) - Interview donnée le 1^{er} juillet 2011 à Paris ; propos recueillis par Bertold du Ryon, du Groupe de travail Afrique du NPA.

Bertold du Ryon: Qu'est-ce qui a allumé le feu de la révolte qui a commencé le 22 février, quel en a été le déclencheur, et y a-t-il des points communs avec ce qui s'est passé en Afrique du Nord (Tunisie et Egypte) ?

Issa SORY : La crise ne date pas de fin février 2011. La crise au Burkina Faso va en s'approfondissant. Il faut savoir que depuis 1990, lorsque notre pays a décidé d'aller au Programme d'ajustement structurel, toutes les organisations de la société civile – et surtout (celles) de gauche -, à savoir la CGT-B, le Mouvement burkinabè des droits de l'homme et des peuples, et l'UGEB, ont condamné cette politique aventuriste du président Blaise Compaoré. Donc, les origines de la crise se trouvent dans les conséquences des Programmes d'ajustement structurel ; et depuis lors, ça a été des grandes batailles. Surtout au niveau des étudiants. D'abord, en 1990, l'un des nôtres a « disparu », Dabo Boukari, qui était un étudiant en septième année de médecine. Il avait été arrêté par la Garde présidentiel et amené au « Conseil », c'est-à-dire à leur poste. Jusqu'à aujourd'hui, on n'a pas retrouvé son corps. C'est avec l'assassinat du journaliste Norbert Zongo, le 13 décembre 1998, que le peuple s'est véritablement organisé et s'est dressé contre le régime criminel du capitaine Blaise Compaoré, à travers le Collectif des organisations démocratiques de masse et de partis politiques. Là, certains pensaient qu'immédiatement, on allait prendre le pouvoir ; et le président, à l'époque, du Mouvement burkinabè des droits de l'homme et des peuples avait dit que c'était une crise qui était installée pour longtemps, qu'il fallait s'organiser davantage, pour pouvoir faire face à l'impérialisme notamment français. A l'époque, il y a eu des grandes manifestations, ce qui a entraîné la fermeture de l'université. Depuis lors, les luttes ont continué : que ce soit en 1999/2000 avec les étudiants, les étudiants en 2002, en 2005 ; et depuis 2007 à nos jours, les étudiants se sont toujours dressés contre le pouvoir au Burkina Faso.

Actuellement, il y a une certaine accalmie, que les gens essaient de montrer. Au Burkina Faso, les périodes de reflux du mouvement social, c'est plus en saison de pluie, où les étudiants, qui constituent en fait le moteur de la lutte, sont en vacances. Mais à la rentrée, ça va reprendre, que ce soit au niveau des élèves, au niveau des étudiants... Parce que rien n'a été résolu ! Ca n'a été que des promesses ! Que ce soit la promesse que les

assassins de Justin Zongo soient jugés « avant la fin juin » : nous sommes au 1^{er} juillet, et rien n'a été fait...

Bertold du Ryon: A propos de Justin Zongo : j'ai bien compris que les causes des mouvements sociaux étaient structurels, et ne datent pas d'hier. Mais il y a donc eu un déclencheur, la mort du jeune Justin Zongo... Est-ce que tu comparerais ce déclencheur avec la mort du jeune Mohamed Bouaziz, en Tunisie, même s'il s'est tué lui-même après avoir été maltraité par des policiers ?

Issa SORY : Il y a des similitudes, mais je ne fais pas ce lien d'abord. Au Burkina Faso, depuis que nous avons eu notre Conseil syndical de l'UGEB, à Bobo Dioulasso, on a dit que la décennie 2010 à 2020 serait une décennie de crise, parce que tous les éléments étaient réunis. On a dit qu'en 2010, Blaise Compaoré allait se présenter (NOTE : à sa propre succession), et qu'il va « gagner l'élection », ce qu'il a fait, avec 80 %. Et de 2010 à 2015, il faut tout modifier, parce que l'affaire de l'assassinat de Thomas Sankara, l'affaire du Liberia, l'affaire de l'Angola – où Blaise Compaoré agit en déstabilisateur de la zone, qui a soutenu les rebelles (ivoiriens) contre Laurent Gbagbo, qui a soutenu (en Angola) l'UNITA contre le MPLA pour le diamant, avec lequel il s'est enrichi malgré un embargo de l'ONU – sont autant de problèmes irrésolus.

Avec tout ce qui passe au Maghreb, et pas seulement en Tunisie, nous sommes en lien ! En Tunisie, il y a l'UGET (Union générale des étudiants de Tunisie), qui est en relation que l'UGEB. Les deux, nous avons pratiquement le même fondement. L'élément fédérateur, c'est la longévité de tous les dirigeants, c'est les dictatures, c'est la corruption, c'est l'application des régimes néocoloniaux ; ce sont des points similaires. Mais il y a des spécificités ; est-ce qu'au Burkina Faso, ça va produire les mêmes effets, par exemple le fait de s'immoler soi-même (NOTE : comme Mohamed Bouazizi) ? Ce n'est pas évident. Mais au Burkina Faso, nous baignons dans une crise depuis longtemps. En novembre 2010, nous avons fait une déclaration, en disant que les élections (présidentielles) sont « une mascarade ». On a dit aux jeunes – où l'Organisation démocratique de la jeunesse fait un travail au niveau de la jeunesse populaire -, aux étudiants, qu'il faut se démarquer de ces élections, soutenir les luttes populaires. Quand ça a commencé (en février 2011), ça ne nous

a point surpris. Nous, on attendait la rue ! Nous pensons que l'avenir du pays, à l'heure actuelle, se trouve dans la rue. Maintenant, il faut que les forces progressistes se donnent davantage de moyens pour davantage isoler le régime.

Bertold du Ryon : Quelles sont les perspectives à ce propos, dans un très proche avenir ?

Issa SORY: Quand Blaise Compaoré avait (au printemps 2011) fui à Ziniaré – son village d'origine - , on a déjà commencé à faire le bilan du régime sur France 24, RFI, sur d'autres chaînes, partout. Certains disent d'ailleurs qu'il avait fui à Ziniaré, d'autres disent qu'il se trouvent dans un autre palais, qui est très loin de l'ambassade de la France. Or, dans toutes les ex-colonies françaises en Afrique, le palais présidentiel se trouve toujours à côté de l'ambassade ! Donc, quand il se sentait en danger, Blaise Compaoré a pu se rendre dans un ancien palais, qui est très éloigné, et utilisé par le Premier ministre actuellement. On l'avait sorti de sa présidence dans une ambulance... Pour la France, au

Burkina Faso, Blaise Compaoré avait fait son affaire jusqu'ici. Mais maintenant, il est usé. La France veut actuellement le changer, mais elle ne souhaite pas qu'il soit renversé par la gauche. On ne sait pas si un coup d'Etat peut advenir, demain, si l'armée le remplace.

Nous, on dit au niveau des mouvements : le pouvoir est dans la rue ; il faut le prendre pour aller vers la libération véritable de notre pays. On a lancé, au niveau de la Coalition, des luttes sectorielles. A partir de là, les enseignants du primaire et du secondaire sont sortis dans la rue ; les agents du ministère de l'économie et des finances ; les artisans, partout. Et actuellement, les agents du BTP (bâtiment – travaux publics) sont dans la rue, en ce moment. Les agents des impôts étaient là, hier, ils étaient dans la rue.

Texte lu pour la commémoration de Thomas Sankara par Moulzo pour le Groupe de Travail Afrique du NPA

On ne tue pas les idées !

Une semaine avant sa mort (le 15 octobre 1987), Thomas SANKARA avait rendu un vibrant hommage à Che GUEVARA. Tout un symbole !

Thomas Sankara est devenu pour tous les jeunes du monde le symbole de l'engagement, au-delà de son seul pays le Burkina Faso « *le pays des hommes intègres* ». Cette jeunesse intrépide, assoiffée de dignité, de courage et d'idées qu'il appelait de ses vœux a soif aujourd'hui de boire à la source vivifiante des idées posées par le che africain Thomas Sankara. Les événements actuels portés partout dans le Maghreb et en Afrique subsaharienne par les jeunes en sont la preuve.

Dans son hommage à Che Guevara, Thomas disait que le che était un Burkinabais alors nous ajouterons aujourd'hui que le Burkinabais Thomas Sankara est le Che. Car le che est une conviction révolutionnaire, une foi dans ses actes, le che est un don de soi, un internationalisme qui dépasse les frontières. Le che est une intégrité, le che est un idéal. Et Thomas était tout cela à la fois.

Approchons nous donc de l'esprit du che car cet esprit est avec nous aujourd'hui, il nous accompagne à chaque fois qu'on parle de Thomas Sankara. Thomas, le frère d'Harlem, Thomas le frère de l'Amérique latine, Thomas, le frère de tous les révolutionnaires du monde. Approchons nous des idées du che africain, de celui qui rêva d'une Afrique fière et debout, ne comptant que sur ses propres forces et dans le courage de ses enfants.

En ces temps de révolutions portées partout en Afrique par sa jeunesse qui « *refuse désormais de mourir de faim, de soif et d'ignorance* », le message de Thomas Sankara reste vivace. Il disait : « *Notre solidarité militante ira à l'endroit des mouvements de libération nationale qui combattent pour l'Indépendance de leur pays et la libération de leur peuple* ». Dans chaque forum international, chaque tribune internationale qui lui était offert, Thomas s'est fait le chantre des opprimés et pas seulement de l'Afrique. Aujourd'hui, 50 ans après les Indépendances, la libération n'est toujours pas acquise. Car l'impérialisme, comme le disait si bien Thomas Sankara « *est un monstre qui a des griffes, des cornes, des crocs, qui mord, qui a du venin et qui est sans pitié. Il est déterminé, il n'a pas de cœur* ». Aujourd'hui, qu'on l'appelle Françafrique ou néocolonialisme, l'impérialisme est toujours présent en Afrique, il n'a toujours pas de cœur, il est toujours tout aussi déterminé. Son venin nous a enlevé celui qui restera pour nous un Che. Ils nous ont enlevé un homme intègre, un homme de foi, un homme de conviction. Mais, ils ont oublié une chose : on peut tuer les hommes mais on ne tue pas les idées.

« *Mûrissent partout les moissons des vœux patriotiques. Brillent les soleils infinis de joie.* » (hymne national du Burkina Faso).

Le Groupe de Travail Afriques du NPA

Geronimo Ji-Jaga, Black Panther d'Amérique en Afrique



Geronimo Ji-Jaga

Geronimo Ji-Jaga, G ou Bro G (c'est-à-dire Brother G) pour les amis et la famille ou Geronimo pour les révolutionnaires de par le monde, est décédé à Arusha, Tanzanie, le 2 juin dernier. Il avait, en quelque sorte, eu plusieurs vies mais celles-ci s'articulaient en toute cohérence...

De Quarterback à Black panther

Il est né Elmer Gerard Pratt le 13 septembre 1947 à Morgan City, en Louisiane. Il fut un excellent Quarterback (Quart de football américain) dans son lycée.

De retour de la guerre du Vietnam avec le grade de sergent et plusieurs médailles : deux Bronze Stars, une Silver Star, et deux médailles Purple Hearts, il emménagea à Los Angeles. Là, en tant que bénéficiaire du G.I. Bill (officiellement Servicemen's Readjustment Act, loi américaine de 1944 fournissant aux soldats démobilisés le financement de leur études universitaires ou de formations professionnelles ainsi qu'une année d'assurance chômage, fournissant également différents types de prêts pour pouvoir acheter un logement ou démarrer une entreprise), il s'inscrivit en science politique à l'UCLA (University of California, Los Angeles).

Alors que, en Louisiane, son adolescence était marquée par les mobilisations contre la violence du Ku Klux Klan menées par les Deacons for Defense and Justice, une organisation africaine-américaine d'autodéfense armée en cohérence avec le Second amendement de la Constitution, c'est en Californie que Pratt intégra, recruté par l'apprentice « Bunchy » Carter et John Huggins, le Black Panthers Party (BPP) : son intégration a été boostée par l'expertise qu'il a acquise dans l'armée. Le BPP (à l'origine Black Panthers Party for Self-Defense) a été fondé en 1966 en Californie par des jeunes militants de la Cause africaine-américaine : Bobby Seale en fut le président, Huey P. Newton le ministre de la Défense, Little Bobby Hutton le trésorier etc.

L'assassinat par le FBI (Bureau fédéral d'investigation) le 17 janvier 1969 de « Bunchy » Carter dont il était jusque-là le chef de sécurité projeta Pratt comme sous-ministre puis ministre de la Défense. C'est de là particulièrement qu'il commença à être ciblé de façon prioritaire par le FBI par une commande d'opération COINTELPRO sur sa personne en janvier 1970 : « *Neutraliser Pratt, responsable BPP opérationnel* »

Le COINTELPRO (acronyme pour Counter Intelligence Program)

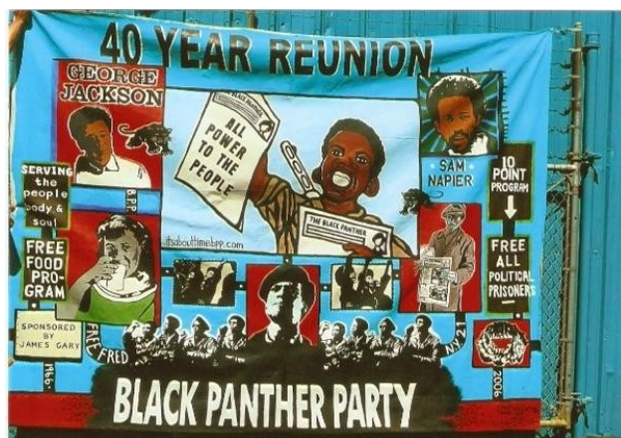
était un programme secret, et souvent illégal, de coordination contre-insurrectionnelle du FBI pour surveiller, infiltrer, discréditer et perturber les organisations politiques du pays. Ses options tactiques incluaient le discrédit ciblé, la guerre psychologique, l'émission de faux rapports dans les médias, les lettres contrefaites, le harcèlement, l'emprisonnement injustifié, la violence extra-légale, l'assassinat etc. Ses opérations secrètes se sont tenues entre 1956 et 1971 : les motifs en étaient la protection de la sécurité nationale, la prévention de la violence, le maintien de l'ordre social et politique existant. Quasiment tous les responsables du BPP étaient ciblés, d'une manière ou d'une autre, par le COINTELPRO...

Le 18 décembre 1968, Caroline Olsen, institutrice de 27 ans, est tuée par balles lors d'un chapardage sur un court de tennis de Santa Monica. Le tueur indiqué d'emblée par son mari Kenneth ne pouvait pas être Pratt qui, à ce moment, était filé par le FBI à 350 miles de là, à Oakland où il est allé ensuite intervenir dans un meeting du BPP ! Mais Julius Buttler, un Black Panther qui se révéla plus tard indicateur pour la police, désigna Pratt comme le tueur...

Première grande alerte pour Elmer Pratt le 8 décembre 1969 : descente de la police paramilitaire dans ses bureaux... Pratt et son équipe résistèrent pendant plus de six heures avec armes automatiques et grenades et firent échouer l'agression.

27 ans prisonnier politique

Pratt fut finalement arrêté en 1970 et inculpé de meurtre et kidnapping. Pour un meurtre qu'il n'a jamais commis, il va passer 27 ans de sa vie dans les prisons de l'Etat de Californie dont huit à San Quentin de confinement solitaire en CCR (Closed Cell Restriction) « *où la solitude et l'absence totale de contacts humains vous rendent fou* », selon Lynne Stewart, avocate des droits civils des emprisonnés, prisonnière politique purgeant une peine de 120 mois pour faute administrative. Pratt, lui, a tenu le coup : même à San Quentin, il arrivait à organiser ses co-détenus ! En 1971, son épouse Sandra, enceinte de huit mois, est tuée par balles : le leader indien d'Amérique Leonard Peltier, prisonnier politique depuis 1977, dira à ce propos que « *Cela ne leur suffisait pas de l'accuser de meurtre... il leur fallait aussi prendre ses proches !* »



Banderole pour l'anniversaire des 40 ans du BPP en 2006

C'est en prison que Pratt se sépare de son nom de naissance pour s'appeler Geronimo Ji-Jaga... « Geronimo » en hommage et par identification au valeureux chef apache (1825-1909) qui a combattu le Mexique et les Etats-Unis : dirigeant légendaire de la rébellion apache au XIX^e siècle, considéré comme un stratège de guérilla hors pair, détenu par l'administration américaine comme

Histoires-mémoires

prisonnier de guerre pendant vingt ans après qu'il s'est ainsi constitué moyennant la prise en charge humanitaire, sociale et éducative des communautés apaches par l'État fédéral. Symbole de l'injustice raciale aux USA, Geronimo Ji-Jaga qui était prisonnier autant de temps que Nelson Mandela a été libéré en 1997 quand sa condamnation a été annulée parce qu'infondée. Il a été alors dédommagé de 4,5 millions de dollars.

L'attrait de l'Afrique

Depuis sa libération, il s'est investi dans la défense des droits humains et civils, en particulier ceux des prisonniers politiques, « *les milliers de prisonniers politiques dans les goulags de l'Amérique* » note Marina Drummer de la Campagne internationale pour la libération des prisonniers politiques Black Panthers de la State penitentiary d'Angola, Louisiane dans son message d'hommage à G décédé. Geronimo n'a pas cessé de multiplier les initiatives pour la libération de ceux d'Angola : Herman 'Hooks' Wallace et Albert Woodfox (39 ans de CCR chacun), Robert Hillary Wilkerson King ayant été libéré en 2001 après 32 ans de confinement... Après sa libération, Bro G épousa Joju Cleaver, fille des leaders BPP Kathleen et Eldridge Cleaver avec la faction desquels, pendant un temps assez bref, il s'impliqua contre d'autres dans les luttes internes au parti.



Geronimo Pratt en juin 1997

Une fois libéré et après avoir tourné dans tout le territoire des USA pour remercier ses partisans, G a quitté la terre de sa naissance pour rejoindre une petite communauté d'expatriés près d'Arusha, en Tanzanie. Là encore c'est toute une cohérence mais pas le fruit du hasard ni une fuite en avant...

Dans le premier quart des années soixante-dix aux USA, le reflux des nouvelles radicalités (dont le BPP – malgré ses contradictions internes – était sans doute la plus vigoureuse expression) dans leur guerre frontale contre une administration hyper-répressive et raciste préoccupait, désarçonnait et déroutait bien de secteurs militants. Beaucoup d'activistes africains-américains quittèrent les USA pour participer à des constructions nationales ambitieuses fortement marquées de tiers-mondisme idéologique panafricaniste dans d'anciennes colonies d'Afrique comme la Tanzanie ou le Ghana.

En particulier, en 1967, le Mwalimu Nyerere et le gouvernement de la TANU (Tanganyika African National Union) publièrent la *Déclaration d'Arusha* qui a lancé leur politique de développement social et économique pour la Tanzanie. Fondée sur les principes de l'*Ujamaa* (« famille élargie », « fraternité » en swahili), cette orientation du genre « socialisme africain » attira bien de radicaux cherchant une sorte de base de repli. L'attrait par la Tanzanie était si forte (même si ces radicaux étaient, en général, critiques) que plus de 800 Africains-Américains s'y établirent durant les années soixante et soixante-dix. Les progressistes tanzaniens accueillirent d'ailleurs favorablement ces exilés venant

du BPP considéré alors comme avant-garde marxiste et internationaliste du mouvement pour la liberté.

Les implications réussies de « retournants » dans les réseaux africains de société civile attestent que la radicalité des Panthers n'était pas inhérente à l'obsession de la violence mais bien au renforcement des capacités des populations dans les conquêtes de droits, dans l'éducation et, par dessus tout, par l'auto-organisation... C'est le cas des deux anciens Panthers de Kansas City Pete et Charlotte O'Neal qui s'installèrent à Arusha, en Tanzanie au début des années soixante-dix et fondèrent en 1991 leur ONG United African Alliance Community Center (UAACC), basée à Imbaseni Village, proche Maji ya Chai, Arusha. (1)

Une certaine cohérence de parcours entre Amérique et Afrique

Rappelons-nous du *Ten Points Plan* de 1967, programme en 10 points du BPP :

«1. Nous voulons la liberté. Nous voulons le pouvoir de déterminer le destin de notre Communauté noire.

2. Nous voulons le plein emploi pour notre peuple.

3. Nous voulons la fin du vol de notre Communauté noire par les capitalistes.

4. Nous voulons des habitations décentes, propres à l'hébergement de personnes.

5. Nous voulons une éducation pour notre peuple qui expose la véritable nature de cette société américaine décadente. Nous voulons une éducation qui nous enseigne notre véritable histoire et notre rôle dans la société d'aujourd'hui.

6. Nous voulons que tous les hommes noirs soient exemptés du service militaire.

7. Nous voulons la fin immédiate de la brutalité policière et du meurtre des personnes noires.

8. Nous voulons la liberté pour tous les hommes noirs détenus dans des prisons municipales, de comtés, d'État et fédérales.

9. Nous voulons que toutes les personnes noires amenées en cour soient jugées par leurs pairs ou par des personnes de leurs communautés noires tel que défini dans la Constitution des États-Unis.

10. Nous voulons des terres, du pain, des logements, de l'éducation, des vêtements, la justice et la paix. »

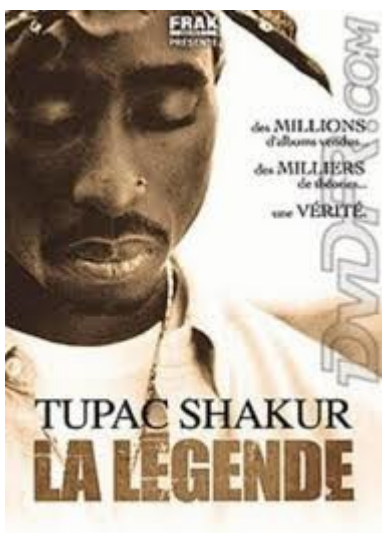
En janvier 1969, le premier Free Breakfast for School Children Program fut initié à l'église Sainte Augustine d'Oakland. À la fin de cette année, les Panthers installèrent des cantines dans beaucoup de villes à travers le pays pour nourrir les enfants tous les jours avant qu'ils n'aillent à l'école. De même, le Free Health Clinics Program assurait un service gratuit de santé publique. C'est le même type d'engagement que les anciens du BPP repliés sur l'Afrique allaient faire avancer.

Contrairement aux autres groupes nationalistes noirs, les Black Panthers n'avaient pas de références religieuses. Les Black Panthers pratiquaient un nationalisme modéré, et ne revendiquaient pas d'État noir spécifique, tout en considérant que les Noirs étasuniens formaient une nation à part entière : « *Nous, le parti des Panthères noires, nous voyons les Noirs comme une nation à l'intérieur d'une nation, mais pas pour des raisons racistes. Nous le voyons comme une nécessité qui s'impose, si nous voulons progresser en tant qu'êtres humains et vivre sur cette terre en accord avec d'autres peuples [...]. Si les gens veulent s'intégrer - et nous présumons qu'ils y arriveront d'ici cinquante ou cent ans - c'est leur affaire. [...]. Le racisme et les*

différences ethniques permettent au pouvoir d'exploiter la masse des travailleurs de ce pays parce que c'est par là qu'il maintient son contrôle ». En somme, cette vision, ce programme et cette pratique du BPP, d'une part, et la contribution à l'autonomie des populations en Afrique pour les « exilés » africains-américains, d'autre part, sont dans une claire continuité.

En 2000 donc, les O'Neal invitèrent Bro G à venir leur rendre visite à Arusha et ce dernier finit par acheter une terre à Imbaseni village, Arusha, et s'y établit. En fait, G passa beaucoup de temps entre la Tanzanie, le Ghana et la Louisiane jusqu'à son décès : il poussait plusieurs projets communautaires et initiatives autour de l'adduction d'eau et de la production d'énergie solaire en milieu rural en Tanzanie et au Ghana. La Kuji Foundation (2) qu'il a créée en 1999 pour s'occuper des projets Eau en partenariat avec l'UAACC est, en fait, basée dans sa ville d'origine, Morgan City, en Louisiane.

Qu'on le nomme « Geronimo Ji-Jaga » ou « Geronimo » (tout court) ou « geronimo » (tout en minuscule ce nom qu'il s'est mis – manière d'être humble – à ne plus capitaliser !) ou « G » ou « Bro G »... il était un révolutionnaire acquis à l'auto-organisation des populations et à l'action politique directe. Le prisonnier politique Leonard Peltier, juste après avoir appris son décès, l'a qualifié de « phare de principes, lumière dans l'obscurité, prophète voire saint... titan marchant parmi nous, esprit incendiaire qui a ouvert les esprits et fait tomber les murs ».



Alors, « Africain-Américain » ? ce n'était pas pour lui une posture ; il était pleinement entre Afrique et Amérique... C'est, sans doute, cette conception des identités (la sienne d'abord) comme forcément plurielles qui lui a fait donner le nom du révolutionnaire péruvien Tupac Amaru II au fils d'Afeni Shakur – responsable BPP – : la légende du hip hop, le défunt rappeur 2pac (Tupac Shakur) dont il était le « parrain ».

Pierre Sidy

(1) <http://www.uaacc.habari.co.tz> (sur l'UAACC)

(2) <http://www.uaacc.habari.co.tz/WATER%20program.htm> (sur Kuji Foundation et son Water project)

LE NPA, C'EST AUSSI LES COMITES LOCAUX PARTOUT EN FRANCE



Un blog sympathisant du NPA du Finistère en solidarité avec les révolutionnaires des pays arabes

<http://revolutionarabe.over-blog.com/>

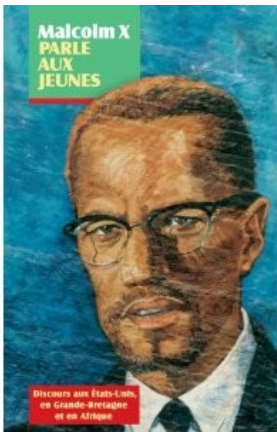


Rejoignez le NPA – www.npa2009.org

Engagez vous! Enragez vous!

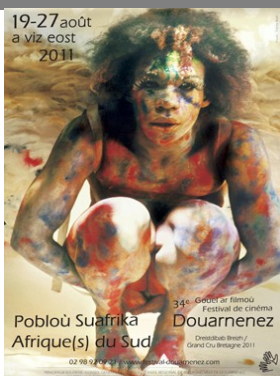
A lire

Malcolm X Parle Aux Jeunes: Discours Aux Etats-Unis, En Grande-Bretagne Et En Afrique



A voir

Festival de Douarnenez du 19 au 27 août



- [Hommage à Frantz Fanon et Patrice Lumumba](#) / Enor da Frantz Fanon ha Patrice Lumumba
- [Grand Cru Bretagne 2011](#) / Dreistdibab Breizh 2011
- [La Grande Tribu](#) / Ar Meuriad Vras
- [Le Monde des Sourds](#) / Bed ar re Vouzar
- Jeune public / Evit Vugale

Cases Rebelles, émission web de révolutionnaires noirEs en colère



<http://www.cases-rebelles.or>

Université d'été du NPA 2011



Le Nouveau Parti Anticapitaliste tiendra sa **3e université d'été du 28 au 31 août 2011** à **Port-Leucate, au village vacances « les Carrats »**.

Le meeting aura lieu le lundi 29 août.

L'université d'été c'est aussi l'occasion d'inviter et d'avoir un débat avec des personnalités e différents horizons. Nous pouvons compter cette année sur la présence de Daniel Mermet, d'Edwy Plénel, d'Eric Toussaint animateur du Comité pour l'annulation de la dette du tiers monde (CADTM), de Daniel Tanuro, ingénieur agronome et militants belge pour l'écosocialisme et bien sûr des invités tunisiens et égyptiens, des militant-E-s de la gauche anticapitaliste européenne. **VENEZ NOMBREUX ET NOMBREUSES !**

POUR NOUS CONTACTER, e-mail: afriquesenlutte@yahoo.fr; site: www.afriquesenlutte.org
NPA : 2 rue Richard Lenoir, 93100 Montreuil - site : <http://www.npa2009.org>